

Mockers, J.P., *Croissances économiques comparées : Allemagne, France, Royaume-Uni, 1950-1967* (Essai d'analyse structurale), Paris, Dunod, 1969, 273 p.

Jean-René Chotard

Volume 5, numéro 3, 1974

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700477ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700477ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Chotard, J.-R. (1974). Compte rendu de [Mockers, J.P., *Croissances économiques comparées : Allemagne, France, Royaume-Uni, 1950-1967* (Essai d'analyse structurale), Paris, Dunod, 1969, 273 p.] *Études internationales*, 5(3), 576-578.
<https://doi.org/10.7202/700477ar>

Solidement campés derrière leur savoir technocratique et leur puissance décisionnelle, ils ne s'attachent à aucune firme et évoluent au gré des promotions dans l'anonymat total. C'est ce que l'auteur résume en un titre suggestif « États-Unis, société anonyme » ! Mais s'agit-il encore d'entreprises américaines ? L'importance des investissements outre-frontière a donné aux sociétés un caractère multinational.

Après cet exposé, R. J. Barber présente ce qui pourrait être appelé une série d'études sur quelques aspects du monde des affaires. Il insiste en particulier sur les liens nouveaux qui s'établissent entre les industries et les universités, entre la technologie et la recherche. Ces deux domaines évoluent en étroite collaboration. Les conseils d'administration demandent aux chercheurs des études spécialisées pour résoudre des problèmes dont les solutions seront directement applicables.

La réunion de tels moyens scientifiques et économiques entraîne des conséquences nombreuses. La moindre d'entre elles n'est pas l'accélération des changements dans la gestion. La place de l'entreprise dans la société évolue aussi avec une extrême rapidité.

L'auteur dresse ensuite quelques bilans sommaires des perspectives qu'ouvre cette explosion technologique. Il passe en revue chacun des secteurs, insistant en particulier sur la grande difficulté de prévision à laquelle doivent faire face les technocrates. Cette difficulté trouve d'ailleurs une illustration immédiate, car plusieurs hypothèses avancées sont quelque peu infirmées par la présente crise de l'énergie.

Mais R. J. Barber aborde plus longuement une autre question : celle des nouveaux rapports entre le pouvoir politique et les Grands de l'économie. Ces derniers disposent d'une telle puissance et peuvent exercer de telles influences, voire de telles pressions, qu'ils deviennent les partenaires obligés du gouvernement. L'auteur juge le fait irréversible et il le déplore un peu, car il croit à une démocratie dans la mesure où elle n'est pas dominée par le pouvoir économique. Il reconnaît que des décisions politiques ont été prises à Washington après seulement une consultation avec les hommes d'affaires, le Congrès n'intervenant que pour entériner une législation dont la mise au point lui échappe.

Malgré ces faits, R. J. Barber ne désespère pas que des solutions soient possibles dans un pareil contexte. Il donne en exemple l'action conjointe de l'État et des entreprises privées pour porter remède à quelques-uns des grands problèmes de l'Amérique.

Depuis peu, en effet, les puissantes sociétés privées, à la demande des pouvoirs publics, envisagent de travailler à la rénovation urbaine, à la formation de la main-d'œuvre, voire à la récupération des déshérités. Des centres de recherche se penchent sur ces épineuses questions. L'auteur considère avec optimisme cette coopération nouvelle entre des pouvoirs jadis concurrents. Il voit certes qu'il existe une contradiction entre les objectifs sociaux qui sont poursuivis et le mobile traditionnel du profit qui pousse à agir les grandes sociétés capitalistes. Il veut croire que les puissants gestionnaires accepteront de travailler à cette tâche, seule capable d'assurer l'équilibre de la société américaine. Mais curieusement, il fait reposer sur l'État, c'est-à-dire sur les payeurs de taxes, le coût de l'opération. Les grandes entreprises auraient peu à financer une tâche qui leur rapporterait beaucoup.

Quoi qu'il en soit, nouvelle frontière pour la libre entreprise ou réaménagement gigantesque de la nation, R. J. Barber a le mérite de montrer l'ampleur des changements intervenus depuis 1945. Sans aucun doute a-t-il raison de préconiser un véritable *New Deal*, dans de nouveaux rapports entre l'exécutif, le pouvoir et les citoyens.

Jean-René CHOTARD

*Histoire,
Université de Sherbrooke*

MOCKERS, J. P., *Croissances économiques comparées : Allemagne, France, Royaume-Uni, 1950-1967* (Essai d'analyse structurale), Paris, Dunod, 1969, 273p.

Dans un excellent ouvrage, J. P. Mockers étudie les croissances économiques comparées en Allemagne, France, Royaume-Uni de 1950 à 1967. Pour rendre compte de cette évolution, l'auteur procède selon une méthode qu'il définit

avec soin au départ. Il isole un certain nombre de faits et traits fondamentaux susceptibles d'expliciter tous les caractères des trois économies concernées. C'est pourquoi, son livre n'est pas un survol mais bien, comme l'indique un sous-titre « une analyse structurale ».

Il présente d'abord la situation de chaque pays au début de la période. D'emblée il montre que, malgré son rôle brillant pendant la Deuxième Guerre mondiale et son statut de grande puissance, l'Angleterre compte de nombreuses faiblesses. Son infrastructure économique est vieillie et le gouvernement doit dépenser de précieuses richesses à soutenir la livre sterling, afin que celle-ci garde une fonction de monnaie internationale. Au contraire, les deux autres pays disposent de bien meilleurs atouts. Si la France subit encore de nombreux archaïsmes et une instabilité politique proverbiale, un changement capital est intervenu. Comme l'écrit l'auteur, « entre 1938 et 1949, un nouveau système économique est apparu ». Mais c'est en Allemagne que les possibilités d'un essor sont les plus nombreuses. La défaite militaire a dépossédé le pays de ses provinces les moins développées. La toute nouvelle république fédérale dispose ainsi d'une forte concentration industrielle que le hasard des bombardements a épargné. Mais surtout, le flot durable des réfugiés venus de l'Est pourvoit la nation d'une main-d'œuvre abondante, bien formée et peu exigeante pour le salaire ou les conditions de travail.

J. P. Mockers examine ensuite les différents facteurs de l'expansion dans chacun des trois États considérés. Au chapitre de la demande globale il montre d'abord l'action déterminante des dépenses gouvernementales. Dans les trois pays, l'action des entrepreneurs est certes importante et, en Allemagne surtout, ils témoignent d'un vigoureux dynamisme, mais le rôle déterminant appartient à l'État. Dans l'Europe des années 1950, l'économie s'infléchit selon un rythme de planification décidé au niveau politique. Par la fiscalité, par son aide aux entreprises, par ses incitations à l'épargne, l'État intervient dans la conjoncture et lui imprime sa marque.

En France et en Allemagne, les gouvernements parviennent à investir et à faire investir dans l'économie une part sensible du produit national brut. Semblable performance n'est pas réalisée au même degré en Angleterre. De la

même façon les hommes politiques interviennent pour contenir voire retenir les demandes salariales. Malgré la différence des situations, l'Allemagne et la France obtiennent des résultats similaires. La combativité des ouvriers français ou la passivité de leurs homologues germaniques ne changent rien à une tendance commune aux deux pays. Les salaires s'accroissent, certes, mais à un rythme plus lent que celui de la productivité. Seuls les travailleurs anglais bénéficient d'augmentations de salaire équivalentes à celle de la productivité.

Ainsi l'Europe occidentale vit-elle dans un régime mixte qui mêle libéralisme et économie dirigée. Qu'il s'agisse du soutien de la monnaie comme en Angleterre, des mesures déflationnistes comme en France et en Allemagne ou de l'orientation des investissements dans les trois pays, c'est toujours l'État qui constitue l'agent principal des politiques économiques. Par ses ressources, par ses dépenses, par ses moyens d'intervention il est en dernière analyse le premier responsable des succès ou de la stagnation relative.

L'auteur présente alors un certain nombre de résultats obtenus dans ce nouveau contexte. Il montre que malgré leur nombre les salariés comptent peu dans la définition des orientations économiques, tout comme d'ailleurs ils ont une maigre responsabilité dans les mécanismes de l'inflation qui prévaut après la guerre. Seuls l'État, les banques et les entrepreneurs de la production sont des acteurs importants de la scène économique. Tels sont les facteurs qui ont dominé le développement des principales puissances européennes. Les différences de résultats entre partenaires s'expliquent par les charges différentes de chacun, mais surtout par le jeu subtil d'équilibre entre les incitations gouvernementales et les initiatives privées. Au-delà de son prestige incontestable, la Grande-Bretagne voit se dégrader sa puissance économique. Ses réalisations demeurent inférieures à celles de la France et surtout à celles de l'Allemagne. Ses interventions en faveur de la monnaie ou contre l'inflation parviennent à leurs buts mais entraînent des conséquences imprévues et néfastes pour la fragilité de la situation britannique.

J. P. Mockers achève son étude par un survol des contraintes et des facteurs de la croissance. De la masse monétaire à l'inflation, il examine avec soin l'incidence de chaque

élément. Dans ces domaines encore il conclut à la supériorité des économies allemande et française, tout en signalant un excès de prospérité. La masse de capitaux accumulés à Francfort ou à Paris peut engendrer des déséquilibres divers, surtout inciter à des spéculations sur les monnaies. Ainsi le dynamisme franco-germanique et la relative stagnation anglaise contribuent-ils aux crises qui secouent périodiquement le système monétaire international.

La valeur de cette étude apparaît tout au long de l'exposé. Elle se remarque aussi à la justesse de conclusions. Celles-ci, quoique tirées en 1968, demeurent toujours valables.

Jean-René CHOTARD

*Histoire,
Université de Sherbrooke*

LORD, Guy, *The French Budgetary Process*, University of California Press, Berkeley, Los Angeles et Londres, 1973, 217p. + bibliographie et index.

Les études publiées jusqu'ici sur le processus budgétaire français privilégiaient la perspective juridique. Les auteurs français, en effet, se sont beaucoup plus intéressés aux règles établies qu'aux comportements des acteurs engagés dans le processus budgétaire. En présentant, avec une analyse des règles établies, une étude assez poussée des comportements des acteurs engagés dans ce processus, l'ouvrage de Guy Lord apporte une contribution substantielle à la connaissance du processus budgétaire et à la connaissance de la vie politique de la France.

Cette contribution est d'autant plus significative que, parmi les manuels français consacrés aux finances publiques publiés avant 1970, aucun ne cite les ouvrages américains qui ont innové de ce point de vue, notamment *The Politics of the Budgetary Process* de Aaron Wildavsky, paru en 1964 chez Little Brown and Company.

L'ouvrage de Guy Lord apporte également une contribution importante à la littérature de langue anglaise consacrée à la politique et à l'administration de la France. En effet, *The French Budgetary Process* est le premier ou-

vrage publié en langue anglaise dans le domaine.

Cet ouvrage est une version légèrement modifiée d'une thèse de doctorat présentée à Oxford (Angleterre) en 1968. Cette thèse était le fruit d'une enquête (soixante entrevues) effectuée en 1966 et 1967 auprès de cadres supérieurs de l'administration et auprès de parlementaires, et complétée par une étude des documents. L'analyse concerne la période 1960-1967 et, plus particulièrement, les années budgétaires 1965, 1966 et 1967. La validité de l'analyse dépasse largement les cadres de la période étudiée, mais il faut tenir compte, en l'appliquant aux années récentes, de développements enregistrés après 1967 (régionalisation, rationalisation des choix budgétaires, changements dans le personnel politique, etc.).

L'ouvrage comporte trois parties principales : une description des cadres constitutionnels et réglementaires dans lesquels se déroule le processus budgétaire (18 pages), une présentation des acteurs du processus budgétaire et des fonctions qu'ils remplissent (83 pages) et une analyse des attitudes et des stratégies caractéristiques (67 pages). Le corps du texte est précédé d'un survol de l'évolution suivie par la procédure budgétaire française entre 1789 et 1959.

Guy Lord, dans cet ouvrage, répond à plusieurs questions auxquelles la réglementation (et les manuels qui ne font que la vulgariser) ne donne qu'une réponse partielle. Quelles sont les règles effectivement suivies ? Qui sont les acteurs principaux ? Quelles sont leurs fonctions ? Quand et comment interviennent-ils ? Quels sont leurs objectifs et quels moyens prennent-ils pour les réaliser ? En répondant à ces questions, Guy Lord confirme l'importance considérable des décisions budgétaires, car il montre que les décisions budgétaires expriment de façon particulière les relations de pouvoir et les priorités des décideurs. Par ailleurs, en situant certains éléments de son analyse dans une perspective comparative ou dans une perspective historique, Guy Lord arrive à déceler ce en quoi le processus budgétaire français des années 1960-1967 se distingue des expériences antérieures ou des expériences étrangères.

L'ouvrage s'appuie sur des exemples concrets et quelques études de cas. L'une de ces études de cas, d'ailleurs, met en lumière les